

Nous sommes rassemblés encore une fois pour dénoncer les fermetures engagées par la direction départementale des finances publiques et visant soi disant à rationaliser et adapter le réseau des trésoreries aux nouveaux enjeux de l'ère moderne. En dix ans, avec Martel et Latronquière nous atteignons le nombre de 13 structures fermées.

La proximité des services publics avec les usagers, pourtant si vantée par le gouvernement actuel, disparaît au profit de l'ordinateur, froid et désincarné. Et si vous n'avez pas accès à internet, une seule solution : vous déplacer à plusieurs dizaines de kilomètres dans un centre urbain encore doté d'un guichet digne de ce nom.

Il s'agit d'une condamnation pour les usagers les plus vieux et les plus fragiles à l'isolement.

Les solutions de remplacement comme les Maisons de Service Au Public (MSAP) ou le fameux bus des services publics, tant vantées par le préfet et notre direction, ne sont que des cache misère voire des attrape couillon, qui ne pourront pas réparer la politique de terre brûlée pratiquée depuis des années à l'encontre des guichets de proximité.

Mais pour faire passer la pilule, la formule est toute choisie : c'est mieux que rien !

En terme de fiscalité, l'information est superficielle et ne permet qu'une aide à la connexion. En aucun cas il ne s'agira d'un traitement personnalisé des dossiers, remplir la déclaration, solutionner des difficultés de paiement.

Malgré les belles promesses de notre directrice, il n'y aura pas d'agent des finances publiques ou seulement une demi-journée au gré du temps et des saisons.

Mais c'est mieux que rien!

Nos dirigeants se moquent bien des habitants d'une ruralité de plus en plus délaissée. Les campagnes sont désormais perçues comme un coût et non une richesse qui a pourtant façonné la France au cours de siècles.

Au delà, il s'agit d'une remise en cause plus générale d'un projet de cohésion sociale et territoriale dessiné par nos aînés et dont nous devrions être fier au lieu de tenter de l'éradiquer.

C'est aujourd'hui que tous solidaires, usagers, élus, agents, nous devons dire non à la fermeture des trésoreries de Martel et Latronquière et au démantèlement en général des services publics et demander une véritable politique de réengagement de l'État sur nos territoires au lieu de cette stratégie du mieux que rien.